



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction départementale
des territoires
Service environnement
Pôle eau

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°

**portant prolongation de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral
n° 2010-181-09 en date du 30 juin 2010
relative à un barrage à usage de baignade sur la rivière Eyrieux lieu dit Chambaud
au bénéfice de la commune du Cheylard
Commune de le CHEYLARD**

n° 07-2020-00036

**Le Préfet de l'Ardèche,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et en particulier les articles L.181-1 et suivants et R.181-1 et suivants ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2016-2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-181-09 en date du 30 juin 2010 portant réhabilitation d'un ancien site de baignade sur la rivière Eyrieux au lieu-dit Chambaud sur la commune de le CHEYLARD, pour une durée de 10 ans, en vue de l'aménagement d'un plan d'eau à usage baignade ;

VU la demande de renouvellement de l'autorisation présentée par Monsieur le Maire de le CHEYLARD, reçue le 10 février 2020 à la Direction Départementale des Territoires de l'Ardèche et enregistrée sous le numéro 07-2020-00036 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L181-15 du code de l'environnement, le renouvellement d'une autorisation environnementale est soumis à la délivrance d'une nouvelle autorisation si elle comporte une modification substantielle du projet autorisé ou en cas de modification substantielle dans les circonstances de fait et de droit ayant présidé à la délivrance de l'autorisation initiale ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite la poursuite de l'exploitation de son barrage à usage baignade sur la rivière Eyrieux dans les mêmes conditions que la précédente autorisation ; que la demande de renouvellement ne comporte pas de modification substantielle de l'ouvrage et qu'elle n'est donc pas soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de rappeler les prescriptions permettant de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire en date du 07 avril 2020 ;

CONSIDERANT l'absence de réponse apportée par / l'avis du bénéficiaire ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de l'Ardèche ;

ARRETE

Article 1 - Objet de l'arrêté et bénéficiaire

Le présent arrêté porte prolongation de la durée de l'autorisation d'un barrage à usage de baignade sur la commune de le CHEYLARD sur la rivière Eyrieux.

Il abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 2010-181-9 du 30 juin 2010.

La commune de LE CHEYLARD, ci-après dénommée le bénéficiaire, représentée par Monsieur le Maire Jacques CHABAL, est autorisée, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à poursuivre l'exploitation d'un barrage formant un plan d'eau à usage de baignade sur la rivière Eyrieux, sur la commune de le CHEYLARD.

Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales applicables
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1°) un obstacle à l'écoulement des crues (Autorisation) 2°) un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (autorisation)	Autorisation	Arrêté ministériel du 11 septembre 2015
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 2°) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissances ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 27 août 1999

Le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus, ainsi que les prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

Article 2 -Caractéristiques de l'ouvrage autorisé

Le barrage autorisé doit respecter les caractéristiques suivantes :

Commune d'implantation	Le Cheylard
Cours d'eau d'implantation	L'Eyrieux
Parcelles cadastrales d'implantation	OA 88 / OF 519 / OF 515 commune du Cheylard
Code ROE de l'ouvrage	ROE 10979
Coordonnées Lambert 93	X : 812 084 m – Y : 6 425 140 m
Type de barrage	Barrage en béton, et en palplanches amovibles
Longueur du barrage	66 mètres
Hauteur maximale du seuil en béton	2,80 mètres
Largeur de l'ouverture dans le barrage béton :	2 ouvertures juxtaposées de 2,4 mètres
Crête de la lame déversante (formée par les palplanches)	2,80 m au dessus du fond amont du lit
Déversoir de crues	Evacuation par surverse en crête de l'ouvrage, au-dessus des palplanches
Longueur du plan d'eau	280 mètres
Largeur du plan d'eau	45 mètres
Surface du plan d'eau	12 500 m ²
Volume du plan d'eau	20 000 m ³
Usage de l'ouvrage	Loisir et baignade
Ouvrage de vidange du plan d'eau	vanne dans le barrage
Ouvrage de délivrance du débit réservé	par la vanne de vidange
Débit réservé à respecter (1/10 du module)	720 l/s

Article 3 -Prescriptions complémentaires pour l'exploitation, le remplissage et la vidange annuelle du plan d'eau

Le plan d'eau devra impérativement être entièrement vidangé chaque année au plus tard le 15 septembre par enlèvement des palplanches. Il devra être maintenu vide jusqu'au 1^{er} juin de l'année suivante. La phase de vidange annuelle du plan d'eau devra s'effectuer sur plusieurs jours pour limiter les phénomènes de turbidité à l'aval.

Le remplissage annuel du plan d'eau sera réalisé impérativement entre le 1^{er} et le 15 juin.

Pendant toute la phase de remplissage du plan d'eau, le bénéficiaire est tenu de maintenir à l'aval du barrage un **débit réservé de 720 l/s** par la vanne de vidange.

Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé dans le plan d'eau. Le débit entrant dans le plan d'eau doit être entièrement restitué à l'aval par surverse au niveau des palplanches.

Le montage et le démontage annuel des palplanches seront réalisés progressivement, sans intervention d'engins dans le lit de la rivière.

Aucune vidange, partielle ou totale, entraînant un re-remplissage du plan d'eau n'est autorisée entre le 15 juin et le 15 septembre.

Article 4 - Débit réservé et continuité écologique

Le bénéficiaire est tenu de laisser en tout temps à l'aval de l'ouvrage un débit minimal de 720 l/s, ou la totalité du débit arrivant à l'amont si celui-ci est inférieur. Le dispositif de restitution du débit réservé est constitué d'une vanne dans le corps du barrage en béton.

Article 5 - Prescriptions relatives à la sécurité publique

Le bénéficiaire est tenu de signaler au public les dangers afférents au barrage. Il est en outre tenu de respecter les réglementations en vigueur en matière de sécurité publique et de salubrité.

Pendant les phases de remplissage et de vidange, le bénéficiaire interdira toute baignade dans le plan d'eau pour des raisons de sécurité.

Article 6 - Durée de l'autorisation

L'autorisation délivrée par arrêté préfectoral du 30 juin 2010 est prolongée pour une durée de 10 ans à compter de la date de signature du présent arrêté préfectoral.

Article 7 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Le Préfet pourra, en vertu de la loi, lorsque l'intérêt de la sécurité ou de la salubrité publique l'exigera ou lorsque les principes mentionnés à l'article L. 211.1 du code de l'environnement suscité ne sont pas garantis, imposer par arrêté, toutes prescriptions complémentaires.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Article 8 - Clauses de précarité

Le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L.211.3 (1°) et L.214.4 du code de l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté.

Article 1 - Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le bénéficiaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 - Modifications des ouvrages et des conditions d'exploitation

Toute modification de l'ouvrage par rapport au dossier présenté et aux prescriptions du présent arrêté doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe s'il y a lieu des prescriptions complémentaires ou demande au pétitionnaire de déposer une nouvelle demande.

Des prescriptions complémentaires au présent arrêté peuvent également être prises à l'initiative du préfet.

Article 10 - Contrôle des installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 - Cessation de l'activité et remise en état des lieux

La cessation définitive de l'exploitation de l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration au Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive. La cessation pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation de l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration au Préfet au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

Si à l'échéance de la présente autorisation, le bénéficiaire décide de ne pas en demander le renouvellement ou la prolongation, ou si l'exploitation de l'ouvrage est définitivement arrêtée, le bénéficiaire est tenu de remettre le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Article 12 - Changement de bénéficiaire

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 13 - Droits des tiers et autres réglementations

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

En particulier, le présent arrêté ne porte pas autorisation de baignade au titre du code de la santé publique.

Article 14 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de LYON, conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie ;
- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Article 15 - Notification, exécution, publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire.

La secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche, le directeur départemental des territoires de l'Ardèche, le maire de la commune de LE CHEYLARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Copie en sera également adressée :

- au service départemental de l'Office Français de la biodiversité (OFB)
- au conseil départemental de l'Ardèche
- au service agriculture et développement rural (SADR PS) de la DDT de l'Ardèche
- au syndicat de rivières Eyrieux Clair .

Le présent arrêté sera affiché en mairie de LE CHEYLARD, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal d'accomplissement de cette mesure, dressé par le maire de la commune concernée, sera adressé à la direction départementale des territoires (service Environnement).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mis à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Ardèche pendant une durée minimale d'un mois.

Privas, le

PROJET